

## **16/01/2019 : Pesticides or not pesticides... Là est la question! – Angélique Delahaye (LR, PPE, Fr)**

« Cette commission spéciale avait un objectif simple: faire la lumière sur le processus européen d'autorisation des substances et s'assurer de l'efficacité et de la transparence de ces dernières afin de protéger la santé des citoyens et de l'environnement. En revanche, l'objectif n'était pas de faire un procès d'intention à certaines molécules utilisées depuis des décennies telles que le glyphosate », a indiqué Angélique Delahaye, à la suite de l'adoption du rapport de la commission spéciale sur la procédure d'autorisation des pesticides par l'Union (PEST) en session plénière du Parlement européen.

« Les différentes auditions menées et les déplacements effectués sur le terrain ont prouvé que, même si nous disposons du système le plus protecteur au monde, certaines améliorations pouvaient-être proposées », a expliqué Angélique Delahaye pour qui il est essentiel de rappeler, entre autres, que « toute décision en matière d'autorisation doit se prendre au regard des données scientifiques et des analyses des agences compétentes. Il est donc urgent de renforcer ces dernières en leur donnant notamment les moyens nécessaires pour mener à bien leurs missions ».

Angélique Delahaye se félicite également du consensus trouvé sur le soutien à la recherche et à l'innovation pour accompagner les secteurs, le renforcement de la transparence et l'information aux consommateurs. En ce sens, « Nous avons adopté des propositions concrètes pour mettre un terme, par exemple, au type de pratiques révélées cette semaine par le journal le Monde. Nous demandons à ce que toutes les évaluations dans le cadre des procédures d'autorisations de mise sur le marché de pesticides se fondent sur un examen systématique de tous les éléments de preuve disponibles et dans une totale transparence pour ce qui est du recours à la science », a expliqué la députée.

Par ailleurs, « l'agricultrice que je suis, militant depuis plus de 10 ans pour l'alternative à l'utilisation des produits phytosanitaires, peut en témoigner. Il faut certes être exigeant en termes de contrôles, mais il faut également garantir notre souveraineté alimentaire et ne pas devoir recourir à des importations qui pourraient ne pas respecter nos normes. Il faut donc soutenir nos agriculteurs face à la concurrence mondiale et leur garantir un revenu juste. N'importons pas l'agriculture dont nous ne voulons pas! », a précisé l'eurodéputée.

« Le rapport adopté aujourd'hui est une bonne synthèse de toutes ces propositions, et constitue une avancée concrète pour les professionnels du secteur agricole et les consommateurs », a conclu Angélique Delahaye.